

# Grain de Sable n° 456

### 18 février 2004

## Tableau Noir

Dans ce numéro

## 1.- **Comment la débrouille tue l'Afrique**

Ici, chacun « débrouille ». C'est devenu un synonyme de « survivre », « trouver son pain quotidien », sans beurre à mettre dessus bien sûr. « Je débrouille », ça veut dire « je suis dans la galère, je souffre...mais je vis encore », j'ai encore cette chance par rapport aux autres, à tous ceux qui ne « débrouillent » plus, victimes définitives. Quand un jeune sans métier vous répond « je débrouille », sachez qu'il n'est pas prêt d'avoir une femme et un foyer (mais des enfants peut-être déjà malheureusement).

« Débrouiller », dans 90 % des cas ici, c'est avoir un mini-commerce devant la maison où on essaie de vendre du piment, des bougies, des allumettes, du savon, des bonbons ou des cigarettes à l'unité au voisin qui vend lui aussi et souvent les mêmes choses! Dans notre « piste » (rue non goudronnée des quartiers), le nombre de ces petits stands de vente (une table et un banc le plus souvent) a été multiplié au moins par huit en quatre ans: chaque fois qu'un poste de fonctionnaire n'est pas renouvelé (sur les injonctions de la politique d'ajustement du FMI), il s'en ouvre un nouveau..

Le commerce peut aussi être ambulant : le cireur de chaussures, qui passe dans la rue dès cinq heures en se signalant en tapant avec sa petite brosse à reluire sur une petite boîte en bois (ou sur un bout de planchette s'il n'a pas encore pu s'offrir la petite boîte à moitié éventrée) et entre cirer vos chaussures pour 50 centimes les trois paires (!), « débrouille » ; le « couturier de rapiéçage », qui se signale, lui, en faisant tinter ses ciseaux et fait dix km par jour avec sa mini machine à coudre sur l'épaule (« mini » mais 8 kg quand même !), attendant un éventuel « pssst » venu d'une « concession » (logement commun) où on l'appellerait pour repriser un trou de tee-shirt, « débrouille »; la jeune femme qui propose sa tête comme monte-charge pour transporter les cartons de pagne d'un bout du marché à l'autre pour quinze centimes de CFA la course de quatre km dans une cohue indescriptible, « débrouille » ; la maman dont le petit crache des glaires depuis douze jours mais à qui il manque cent francs CFA (1FF) pour payer « la tisane d'indigénat » (plantes traditionnelles) et qui va proposer à la voisine d'aller lui vendre ses ballons de baudruche au marché avec une marge « bénéficiaire » de cinq centimes par jour, « débrouille ».

Alors... si certains « débrouillent » parfois avec des tactiques un peu moins honnêtes ou « débrouillent » parfois en allant raconter une histoire abracadabrante de vol ou de militaires menaçant la famille ou de décès au village, chez le blanc qui a une villa « où quatre voitures 4x4 peuvent entrer dedans et qui paye 200.000 de facture de téléphone », comment leur en vouloir d'avoir trouvé une « débrouille » un peu plus rémunératrice et un peu moins épuisante ?

Mais, tout le monde « débrouille »... et le vrai problème est là: les Africains « débrouillent » si bien que leurs Etats peuvent s'en laver les mains; ils débrouillent si silencieusement que le FMI peut continuer ses politiques d'ajustement et ...chacun survit...ou ne survit pas car le paludisme guette, toujours, de l'enfant au vieillard et ronge en moyenne 40% des revenus mensuels. Et plus la « débrouille » est épuisante, plus le paludisme se manifeste fréquemment. Mais chacun de ces épuisés pense qu'il y est pour quelque chose et songe à peine à en accuser le FMI ou l'Occident, parfois l'Etat, mais juste pour insister sur le fait que, eux, les gouvernants, ne souffrent pas comme ça; sans conscience qu'en fait, eux, s'assoient sur ces « débrouillards », mangent sur leur tête, avec cette boulimie de richesses toujours plus vorace (capitalisme oblige!). Et ces revenus exponentiels entrent ensuite dans le total de la moyenne du PNB par habitant qui définit la « richesse » de tous!

Mais il y a plus fort. La seule richesse de l'Afrique aujourd'hui, qui lui vient peut-être de ses ancêtres mais peut-être aussi de son histoire douloureuse de quatre (?) siècles, c'est la solidarité. Et bien

la Banque Mondiale trouve aujourd'hui opportun de s'y attaquer aussi.

Il était une fois, au Togo, une belle histoire de solidarité plus forte que les spoliations étatiques : les écoles EDIL (Ecoles d'Initiatives Locales, longtemps appelées "clandestines"). Les paysans des villages se sont cotisés pour créer leurs propres écoles puisque l'Etat n'assurait plus une scolarisation décente (la déscola-risation et l'ignorance qu'elle favorise seraient-elles favorables au maintien au pouvoir de certains ?). Ils ont fait vivre ces écoles pendant une dizaine d'années et puis... la Banque Mondiale s'est intéressée à elles et a demandé à l'Etat de les intégrer dans le système éducatif. L'Etat ne pouvant bien sûr pas payer le salaire de tous ces nouveaux enseignants, puisque ne payant déjà pas le salaire des anciens, la Banque Mondiale a généreusement (!) annoncé qu'elle débloquait des fonds pour payer ces instituteurs trois fois plus qu'ils ne l'étaient par les villageois (de 6.5 à 18.30 !) les alignant ainsi sur le salaire des autres enseignants mais ...pour deux ans !!! Et deux ans plus tard, quand la manne s'arrêterait, comment remotiver les villageois ? Comment les convaincre que les enseignants ne mentent pas, qu'effectivement il ne sont plus payés ? Et le tour est joué ! La solidarité est cassée. Finalement, la manne aura duré ...deux mois : le reste aurait-il été détourné par les autorités locales ? Si tel est le cas, cela aura peut-être paradoxalement été un bien ! Mais il a déjà fallu que nous, association qui soutenions certaines de ces écoles, fassions une lettre aux parents d'élèves pour garantir la véracité des dires des instituteurs !

Voilà pourquoi la « débrouille » tue l'Afrique. Pourvu que la solidarité, elle, survive !... mais comme elle est l'ennemi public ( !) numéro un du capitalisme...

Isabelle LIKOUKA, membre fondateur d'Attac-Togo et membre de Nouvelles Alternatives pour le Développement (réseau Attac-Cadtm) à Kinshasa, RDCongo
likouka@tiscali.fr ou attactogo@yahoo.fr

**2.- Un petit bilan des privatisations**

Contrairement à ce que les médias et nos leaders politiques martèlent depuis plus de vingt ans, les privatisations ne profitent que très rarement au consommateur et aux petites entreprises, et jamais au contribuable. Illustration avec quelques cas concrets.

Les biens et services publics tels qu'ils existent aujourd'hui dans les pays du Nord et du Sud sont accusés de toutes les tares : ils auraient le malheur de cumuler une redoutable inefficacité avec un coût prohibitif pour les malheureux contribuables que nous sommes - tendance encore aggravée s'ils sont en situation de monopole -, et comme si cela ne suffisait pas ils auraient en plus une fâcheuse tendance à « prendre en otage » le secteur privé par ses grèves à répétitions, généralement pour défendre des « intérêts corporatistes ».

Devant ce tableau noir, la privatisation est présentée comme la panacée, voire l'unique solution – « There is no alternative », comme l'avait dit et répété Margaret Thatcher - : en effet celle-ci réunit les avantages que le consommateur est en droit d'attendre d'un marché concurrentiel. La privatisation des biens et services public est toujours présentée comme pourvoyeuse d'irrésistibles avantages tels que :
un fantastique amincissement des dépenses publiques, issu de la vente au secteur privé des biens publics et surtout des économies occasionnées par l'élimination des budgets consommés dans les rémunérations de ces emplois publics ;
une baisse automatique des prix qui sera toujours favorable au consommateur, baisse encore accélérée si la privatisation s'accompagne d'une dérégulation du secteur par la mise en concurrence de plusieurs acteurs ;
la disparition des conflits sociaux à répétitions et donc d'un meilleur service rendu au consommateur.

Malheureusement, il se trouve que dans la pratique, les choses ne sont pas aussi simples que sur le papier. Nous ne nous attarderons pas sur le désastre de la privatisation des chemins de fers anglais, devenu emblématique au point de provoquer l'indignation du très libéral hebdomadaire britannique « The Economist » qui l'a fort peu aimablement qualifiée « d'un modèle de cynisme politique, d'incompétence directoriale et d'opportunisme financier » (1). Mais les chemins de fers britanniques ne seraient–ils pas l'arbre cachant la forêt ? Car il existe d'autres expériences moins médiatisées, tirées de pays industrialisés ou en voie de développement, témoignant que les résultats attendus furent loin d'être au rendez-vous...

Quand l'eau devient une marchandise...elle devient vite imbuvable

S'il y a bien un élément indispensable à la vie et qui devrait faire l'objet d'un consensus sur sa nature de bien public mondial, c'est bien l'eau. Tous les habitants de cette planète ne sont pas logés à la même enseigne : rappelons que 1,1 milliard d'êtres humains n'ont pas d'accès à l'eau potable et 2,4 milliard ne disposent pas de moyen d'assainissement. (2) De nombreuses collectivités ont pourtant fait le choix de laisser la distribution et l'assainissement des eaux usées à des sociétés privées.

C'était le cas de la ville d'Atlanta aux Etats-Unis qui après seulement deux ans d'expérience, a décidé de rompre un contrat de gestion privée. Le service rendu par la société United Water (filiale du groupe français Suez) était effectivement plus proche d'un pays du Tiers-Monde que d'un pays industrialisé : coupures d'eau fréquentes, eau impropre à la consommation au point de contraindre les autorités de la ville à demander à ses administrés de faire bouillir celle-ci avant de la consommer, etc (3). La rupture prématurée d'un contrat de longue durée aura pour conséquence de faire passer le montant du budget annuel destiné au réseau de distribution de l'eau de 22 à 40 milliards de dollars...

La funeste coalition d'une aberration économique et d'un désastre social...

La privatisation de l'eau s'est traduite pour la ville de Cochabamba en Bolivie par des émeutes comme celles qui ont secoué le pays en octobre dernier : la gestion de la distribution par une filiale de la société américaine Bechtel s'est traduite par des hausses de tarif qui pouvaient représenter jusqu'à un quart (!) du budget mensuel d'un foyer. Après plusieurs mois de heurts sanglants entre la population et les forces de l'ordre, le gouvernement Bolivien a rompu le contrat de 40 ans qui liait la ville de Cochabamba à Bechtel. Mais une fois de plus, il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle : Bechtel réclame à l'Etat Bolivien la modique somme de 25 millions de dollars de dédommagement...

En Inde, ce sont tout simplement les cours d'eau qui sont privatisés : ainsi un homme d'affaires a acquis la concession d'une vingtaine de kilomètres de rivière sur 20 ans. Certes, les tarifs qu'il pratique dans la vente de sa matière première font le bonheur des industries, grosses consommatrices d'eau, qui se sont installées en masse au bord de la rivière. C'est moins le cas des agriculteurs et des pécheurs qui pensaient naïvement que la rivière appartenait à tout le monde et qui ont désormais affaire à la police s'ils ont l'outrecuidance d'utiliser l'eau de celle-ci pour nourrir leur famille ou pour irriguer leurs cultures (4) ...

Le groupe Suez envisage tout simplement de détourner les eaux d'une partie du Gange pour la vente de celle-ci aux populations aisées de Delhi (5), avec la bénédiction des pouvoirs publics. Outre le fait que Suez s'approprie des fonds publics via la construction de barrages destinés à

détourner les eaux, ce projet – s'il se réalise - spoliera les populations locales d'une double manière : d'abord par la privation d'une ressource rare et limitée aux profit des plus riches, et enfin par le renoncement des pouvoirs publics d'assurer le minimum de bien être des populations qui en ont le plus besoin. Mais contrairement au cas précédent, la population soutenue par plusieurs ONG n'a pas l'intention de se laisser voler sans résistance...

... et sanitaire

Mais c'est en Afrique du Sud que la privatisation de la distribution a eu les conséquences les plus dramatiques. Le gouvernement de Nelson Mandela, sous la pression des plans d'ajustement structurels imposés par le FMI et la Banque Mondiale (6) a privatisé la distribution de l'eau de plusieurs grandes villes sud-africaines, ce qui a - comme en Bolivie - entraîné une telle augmentation des tarifs que la plupart des Sud-africains ont été contraints d'utiliser les cours d'eau non potable pour leur consommation, déclenchant ainsi la pire épidémie de choléra de son histoire : plus de 114 000 cas identifiés et 260 morts en deux ans, soit cinq fois le chiffre des décès cumulés des vingt dernières années. Le journal américain Mother Jones en arrive à la triste conclusion que « Les initiatives prises pour privatiser les entreprises d'Etat, ouvrir les marchés à la concurrence étrangère et maîtriser le niveau des dépenses publiques ont laissé de nombreux Sud-Africains dans une situation matérielle pire encore que celle qui était la leur avant la chute du régime de l'apartheid ».

La privatisation de l'électricité, ou la recomposition de monopoles privés

Parmi les nombreux pays ayant à la fois privatisé et dérégulé leur marché de l'électricité, le Royaume-Uni a pu constater que si les prix ont effectivement baissé, ce sont surtout les industries qui en ont profité et pas les particuliers. Quant aux producteurs d'électricité, la baisse des prix de gros a été fatale pour plusieurs d'entre eux (7). Heureusement, l'argent du contribuable britannique est venu à leur secours... Au final, le Financial Times - journal peu suspect d'hostilité à l'économie de marché - arrive à la conclusion que la vague de privatisations qui a eu lieu en Grande Bretagne a permis l'éclosion de nouveaux oligopoles - voire de monopoles -, mais privés cette fois ci. Bien entendu, ces concentrations d'entreprises font preuve d'un goût très modéré pour la guerre des prix... le Financial Times en conclut que la vague de privatisations a donné un résultat diamétralement opposé à ce que voulait la réforme (8).

Quand le marché livré à lui même s'attaque à une population... l'exemple de la Californie

Mais c'est en Californie qu'a été poussée la logique de la dérégulation à son paroxysme : vous souvenez vous des innombrables coupures d'électricité en Californie au cours des étés 2000 et 2001 ? Certes, et comme pour la panne géante qui a plongé New York en août dernier, on a accusé (à juste titre) la vétusté des réseaux et des lignes dont l'entretien est négligé par les sociétés qui en ont pris la gestion. Mais bien peu de journaux ont mentionné que ces pannes ont été pour la plupart le résultat d'une action qui ne doit rien à la malchance : il se trouve qu'un courtier en énergie a volontairement engorgé les lignes d'approvisionnement de la Californie lors des grandes vagues de chaleur, entraînant ainsi une élévation artificielle du prix de l'électricité avec obligation pour les pouvoirs publics d'acheter l'électricité au prix fort sous la menace d'une coupure de courant. Un des dirigeants de cette société avait déclaré cyniquement que « Quand les compagnies seront trop endettées, nous limiterons l'énergie livrée à la Californie et l'Etat sera contraint d'aider ces sociétés ». Ce courtier en énergie a disparu aujourd'hui dans une faillite frauduleuse, entraînant dans son naufrage un cabinet d'audit

mondialement connu, sans oublier ses 4 200 salariés (pour la plupart également actionnaires de leur société) livrés au chômage et à la ruine. Gray Davies, le gouverneur de Californie de l'époque avait déclaré publiquement que « quelqu'un devrait aller en prison ». A ce jour, les dirigeants de Enron n'ont pas répondu de leurs actes devant la justice américaine (9) ....

La caractère peu réversible d'une privatisation

Comme nous l'avons vu précédemment, la création et l'entretien d'un réseau de distribution d'eau et d'énergie nécessite à la fois une vision à long terme et des investissements considérables que seul un Etat pratiquant un niveau d'imposition décent peut se permettre. La cession de tels actifs au secteur se fait souvent à des prix sous-évalués ; par contre le passage du privé au public, quand il est possible, se fait à des conditions toujours extrêmement défavorables pour l'acheteur. De plus il n'est pas aisé de reconstruire ensuite une infrastructure sur base d'un secteur coupé en entités non homogènes. On peut comparer une politique de privatisation et de dérégulation à une sorte de démantèlement de mécano : il est beaucoup plus facile de démanteler celui-ci en petits morceaux et de distribuer ensuite ceux-ci que de remonter un édifice cohérent à partir de simples briques... Les privatisations sont une double spoliation du bien public : d'abord par le bradage de ceux-ci - comme évoqué ci dessus - , ensuite par le fait que le service rendu par la société privatisée va se faire uniquement dans une optique de recherche de profits à court terme, politique qui pénalisera systématiquement les petits clients, majoritairement des petites entreprises et les citoyens à faible pouvoir d'achat.

-----

*1. Article extrait de Courrier International, 22/07/99*
*2. Le Monde, 12/09/02*
*3. New York Times, tiré de Courrier international du 13/03/03*
*4. Outlook (journal indien) tiré de Courrier international du 13/03/03*
*5. The Hindu (journal indien), tiré de Courrier international du 25/09/03*
*6. Plus d'informations sur la teneur des plans d'ajustements structurels sur le site du Comité pour l'Annulation de la Dette des pays du Tiers Monde : www.cadtm.org*
*7. Libération , 10/05/03*
*8. Financial Times, tiré de Courrier International du 17/09/98*
*9. Washington Post, 8/05/02 ; Libération 21/05/02 ; Les Echos 7/06/02*

(par Jean-Sébastien Zippert - Secrétaire d'Attac Luxembourg)

************************************

**coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.*